

La dictature birmane carbure au gaz TOTAL



TOTAL Oil : Fuelling the oppression in Burma¹

Une campagne internationale lancée par 41 partenaires dans 18 pays pour le respect des résolutions de l'OIT et des souhaits des démocrates birmanes. TOTAL hors de Birmanie !

*« La firme française TOTAL est devenue le
principal soutien du système militaire birman »
Aung San Suu Kyi, Le Monde*

¹ Titre du nouveau rapport sur la présence de TOTAL en Birmanie. www.birmanie.net



La dictature birmane carbure au gaz TOTAL

PREMIERE CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR EXIGER LE RETRAIT DE TOTAL DE BIRMANIE.

Ce lundi 21 février, Actions Birmanie participera avec 40 autres partenaires au lancement de la plus grande campagne contre la présence du Groupe TOTAL en Birmanie. Dans 18 pays, des associations, syndicats et partis se mobilisent pour exiger le respect du souhait des démocrates birmans et de l'OIT en matière de relations commerciales avec ce pays.

Aung San Suu Kyi, la leader du parti *National League for Democracy*, ayant remporté les élections de 1988 à plus de 80% des voix bien que la junte aie maintenu son régime tyrannique, dénonce en effet TOTAL comme le premier soutien de la dictature². Le gazoduc du projet Yadana de TOTAL rapporte entre 200 et 450 millions de dollars par an selon les estimations³. Il s'agit là des rentrées financières les plus importantes toutes activités confondues, pour le régime qui finance une armée de 400.000 hommes, mais dont les dépenses de santé sont les plus faibles au monde.

Actions Birmanie avait lancé en Belgique un boycott contre TOTAL en 1999. Depuis, des victimes birmanes ont introduit une plainte contre le groupe TOTAL pour complicités de crimes contre l'humanité en 2002, pour laquelle la prochaine audience est le 1^{er} mars prochain. Depuis 1999, Actions Birmanie dénonce la firme TOTAL et son lobby permanent sur la politique étrangère française, qui met systématiquement son veto sur toute position commune européenne en faveur des mesures demandées par les démocrates birmans et officialisées par une résolution sans précédent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en novembre 2000⁴.

Jusqu'ici, chacun des 41 partenaires avait ciblé une entreprise nationale présente en Birmanie, souvent avec succès (retrait de Triumph, British American Tobacco,..). Mais pour la première fois, des organisations de 18 pays se coalisent pour dénoncer la perversité de la seule présence de TOTAL en Birmanie. Dans un imposant rapport publié à Londres ce 21 février « TOTALitarian Oil : fuelling the oppression in Burma », les partenaires anglais d'Actions Birmanie démontent un à un tous les arguments *contre* le retrait, fréquemment utilisés par TOTAL.

Actions Birmanie se rendra à Paris ce lundi 21 février pour soutenir le lancement de la campagne francophone. En 1999, les Français n'avaient pas pu nous rejoindre dans notre appel au boycott, bloqués par une législation interdisant cette pratique citoyenne et en complète incohérence avec les idéaux de la patrie des droits de l'Homme.

Contact presse (porte-paroles): Gaëtan Vanloqueren (0472/ 331 771) ou
Michel Genet (0478/ 393 966) www.birmanie.net

² « *La firme française TOTAL est devenue le principal soutien du système militaire birman* », a déclaré Mme Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition et Prix Nobel de la Paix au journal Le Monde (20/7/96)

³ The Economist Intelligence Unit (EIU), peu suspectable, estime que les revenus de l'exportation du gaz des champs gaziers de Yetagun et de Yadana gas ont augmenté, de 0\$ en 1997/8 à 921 millions de \$ en 2002/03. Selon l'EIU Country Report, 400 millions proviendraient du projet Yadana.

⁴ En novembre 2000, après avoir constaté que la pratique du travail forcé dans ce pays était "généralisée et systématique" et avoir donné des avertissements au régime birman, l'OIT a demandé à tous ses membres (Etats, organisations internationales et employeurs) « *d'examiner leurs relations avec le Myanmar (Birmanie) et de prendre des mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par ce pays pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire* »